

Extrait du Grands Reporters

<http://www.grands-reporters.com>

"Chroniques du monde" de René Backmann

Derrière le chaos libyen

- Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 13 mai 2015

Date de parution : 13 mai 2015

Grands Reporters

Quatre ans après le déclenchement de l'intervention militaire française, puis internationale, en Libye, le chaos et la guerre civile ont succédé à la dictature de Kadhafi. Désastre exploité par les fanatiques de l'État islamique pour ajouter une province à leur émirat. Et par les trafiquants de migrants pour multiplier les points d'embarquement vers l'Europe

Qui contrôle la Libye aujourd'hui ?

Alors que ce pays à la dérive est devenu l'embarcadère pour l'Europe ou pour la mort des migrants clandestins d'Afrique et du Moyen-Orient, la question est plus cruciale que jamais. Et la réponse, quatre ans après l'intervention française, puis internationale qui a provoqué la chute du régime de Kadhafi, de plus en plus complexe et alarmante. La grille d'analyse la plus grossière révèle la coexistence de deux capitales, deux gouvernements et deux parlements.

A Tripoli, l'ancienne capitale de la Jamahiriya de Kadhafi, siège un « gouvernement de salut national », théoriquement issu du Congrès général national (CGN), parlement élu en juillet 2012, qui s'est auto-prolongé. Représentant une coalition hétéroclite de forces islamistes - parmi lesquelles les Frères musulmans - ce gouvernement est soutenu par Fajr Libya (Aube de la Libye), conjonction de groupes armés islamistes, et de combattants tribaux, agglomérés autour de la puissante milice de Misrata.

L'aide de la Turquie et du Qatar

Composée à la fois de groupes radicaux armés et de représentants de la communauté berbère, l'Aube de la Libye qui s'est emparé de Tripoli en juillet 2014, après en avoir chassé les milices rivales, reste une alliance fragile de forces surtout guidées par leurs intérêts militaires, politiques ou financiers du moment. C'est ainsi que les jihadistes d'Ansar Al-Charia, liés à Al Qaïda, combattent parfois à ses côtés, sans appartenir pour autant à la coalition.

Le gouvernement de Tripoli dont le premier ministre, Omar Al-Hassi, proche des islamistes, vient d'être remercié, contrôle actuellement l'ancienne capitale et une bonne partie de l'ouest du pays avec le soutien diplomatique, financier, voire militaire de la Turquie et du Qatar.

"Contre l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Égypte"

Un autre gouvernement, celui du premier ministre Abdallah Al-Thani, et un autre parlement, l'assemblée constituante élue le 25 juin 2014, siègent dans l'est du pays à Tobrouk, depuis leur éviction de Tripoli par l'Aube de la Libye en juillet 2014. Reconnu par les Nations Unies, la Ligue arabe et les pays occidentaux, ce pouvoir de Tobrouk, vigoureusement anti-islamiste, est activement soutenu par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et l'Égypte.

L'homme fort de ce gouvernement est un général de 72 ans, à la carrière aventureuse, Khalifa Haftar, qui vient d'être nommé par le parlement commandant général de l'armée. Incarnation désormais de la résistance à l'islamisme aux yeux des dirigeants de Tobrouk et garant autoproclamé de l'avenir de la Libye, l'homme, qui entend « sauver le pays » démontre un opportunisme indiscutable, mais présente des garanties incertaines en matière de convictions démocratiques.

Avant-hier proche de Kadhafi, au point d'être choisi par le dictateur pour conduire, à la fin des années 1980, sa guerre contre le Tchad, Haftar, qui avait sous-estimé la mobilité des troupes ennemies déferlant dans le désert à bord de leurs Toyota Land Cruisers, s'était retrouvé prisonnier avec quatre cent de ses soldats après une offensive

où plusieurs milliers d'autres militaires libyens avaient été tués.

Le général et la CIA.

Renié par le dictateur et rapidement retourné par la CIA Haftar, que les tchadiens avaient remis en liberté à la demande de Washington, avait alors créé, au Tchad un Front national pour le salut de la Libye, dont les soldats prisonniers, élargis par N Djamena, devaient devenir le noyau armé. Fort du soutien américain et, espérait-il tchadien, Haftar avait même imaginé une invasion de la Libye et le renversement de Kadhafi. Mais décidément piètre stratège, il n'avait pas prévu que Kadhafi le prendrait de vitesse et apporterait son soutien à un coup d'état pro libyen au Tchad. La CIA avait alors dû monter in extremis un pont aérien pour l'exfiltrer avec 350 de ses hommes vers le Zaïre.

Transféré ensuite aux États-Unis, où il avait obtenu la nationalité américaine Haftar, confortablement installé en Virginie avait continué à ourdir, de loin, des complots contre son ancien maître, conspirations qui ont coûté la vie, en Libye, à plusieurs de ses complices, arrêtés et exécutés pour trahison. Déçus apparemment des piètres qualités politiques et militaires de leur créature libyenne et surtout rassurés, après l'invasion de l'Irak en 2003, par la décision de Kadhafi de renoncer à son programme nucléaire, les responsables de la CIA ont fini par se désintéresser de Haftar.

Selon ses amis, ce serait donc de son propre chef et pour son compte personnel, qu'il est retourné en Libye en 2011, après 20 ans d'exil, au lendemain de la chute du dictateur. Il était à Tripoli lorsque les milices de Misrata et de Zinten, qui avaient combattu côte à côte l'armée de Kadhafi, se sont affrontées pour le partage des arsenaux et le contrôle de la capitale. Il a ainsi assisté à la division, puis à la dispersion en une multitude de groupes armés rivaux, des forces rebelles qui avaient combattu la dictature, avant de voir surgir, à Derna, une milice ouvertement jihadiste émanation locale de l'État islamique.

Faire barrage aux islamistes

Est-ce encore de son propre chef, ou à l'initiative d'amis étrangers de la « révolution libyenne » que Haftar se lança alors dans une tournée des mairies, à travers le pays où il rencontra notables locaux et chefs tribaux, avant de réunir d'anciens amis et compagnons de combat de l'armée de Kadhafi, avec le projet de faire barrage coûte que coûte à la mainmise des islamistes et des jihadistes sur la Libye ?

En février 2014, le premier ministre du gouvernement de Tobrouk avait qualifié de « ridicule » l'intervention solennelle d'Haftar à la télévision pour annoncer la dissolution du parlement et la création d'un « Comité présidentiel ». Martiales propositions que l'ancien comploteur avait été incapable de transformer en réalités, faute de moyens politiques et surtout, militaires.

Trois mois plus tard, en revanche, c'est à la tête d'une véritable petite armée, bien équipée et bien encadrée qu'il lança, dans l'est du pays, où les forces de sécurité et les intérêts occidentaux avaient été attaqués à plusieurs reprises, l'opération « Karama » (Dignité), destinée à reprendre le contrôle des villes tenues par les milices islamistes, ou déchirées, comme Benghazi, par des affrontements entre habitants originaires de régions ou de tribus rivales.

"L'opération Dignité."

Composée d'anciens soldats et d'une centaine d'officiers de l'armée de Kadhafi, de militants fédéralistes combattant

pour une plus grande autonomie de la Cyrénaïque, à l'est du pays, et de milices tribales de l'ouest et du sud, la petite armée d'Haftar, a dans un premier temps vivement inquiété le gouvernement de Tobrouk qui a même dénoncé une « tentative de coup d'État » avant de soutenir, sous l'influence de son aile la plus dure, l'opération Dignité et de faire d'Haftar son général en chef.

Aujourd'hui, un an après le lancement de l'opération Dignité, le « commandant général » est une pièce maîtresse du régime de Tobrouk. Il est reçu à Amman par le roi de Jordanie, traité en allié par les monarchies du Golfe mis à part le Qatar respecté en Algérie, aidé par l'Égypte, accepté, bon gré mal gré, par les occidentaux. On lui prête même l'ambition d'imiter son collègue égyptien Abdel Fattah al-Sissi et d'être candidat à la présidence, si l'occasion se présente. Il n'a cependant pas que des inconditionnels au sein du gouvernement. Et même parmi ses alliés.

Considéré comme manichéen et prisonnier d'une vision exclusivement militaire de la situation, Khalifa Haftar est souvent accusé d'avoir radicalisé et renforcé l'unité de Aube de la Libye. Il lui est notamment reproché, selon Frederic Wehrey de la Fondation Carnegie, analyste érudit de la crise libyenne de sous-estimer les divergences, qui existent, dans le camp d'en face entre les « Frères musulmans » et les jihadistes radicaux ou entre le Bouclier libyen de Benghazi, ouvert à la discussion avec Tobrouk et Ansar al-Sharia, lié à Al Qaida. Pour, lui, « tous ces groupes sont les mêmes, ils sont tous terroristes.

C'est pour cela, a-t-il expliqué au Monde, que le dialogue est inutile. Les milices doivent rendre leurs armes et regagner la vie civile. Quant aux groupes extrémistes, ils doivent quitter le pays, sinon nous les combattons jusqu'au dernier ». Reste qu'il incarne, pour l'instant, l'autorité et la force militaires nécessaires au pouvoir de Tobrouk pour être crédible, à l'intérieur comme aux yeux de la communauté internationale. Avec un succès imité. Et des retombées stratégiques parfois imprévues et inquiétantes, qu'une grille d'analyse plus fine fait apparaître.

Vingt-cinq milices, plusieurs centaines de milliers d'hommes...

Dans la seule moitié orientale de la Libye, plus de vingt-cinq milices, fortes de quelques centaines à quelques milliers d'hommes se disputent le contrôle du pays et de ses richesses. Les unes sont alliées à l'opération Dignité du général Haftar, c'est à dire à l'armée régulière, les autres à Aube de la Libye, qui fédère les forces rassemblées autour du gouvernement de Tripoli. D'autres encore ne sont liées ni à un camp ni à l'autre. C'est le cas de certains groupes armés locaux. C'est le cas surtout des groupes armés liés à Al Qaida ou de ceux qui ont proclamé leur allégeance à l'État islamique d'Abou Bakr Al-Baghdadi.

L'État islamique a horreur du vide.

Car dans le vide politique et le néant institutionnel issu de la guerre civile et entretenu par l'affrontement entre Aube de la Libye et l'opération Dignité, l'État islamique a tissé ses réseaux, comme en Irak ou en Syrie, et conquis deux fiefs, Syrte, et surtout Derna, entre Tobrouk et Benghazi. Ce sont des jihadistes libyens de retour de Syrie et d'Irak, où ils avaient combattu au sein de la branche locale d'Al Qaida ou de l'État islamique, qui ont créé le premier noyau, à leur retour en Libye au printemps 2014. En septembre, lorsqu'une délégation de l'E.I. comprenant deux émir, un yéménite et un saoudien, est arrivée en Libye pour évaluer l'implantation des précurseurs, elle a enregistré leur allégeance à Baghdadi et proclamé l'est de la Libye province du califat islamique, sous le nom de willaya Barqa ou province de Cyrénaïque.

Deux mois plus tard, le délégué yéménite, Abou al-Bara al-Azdi, était nommé par Baghdadi émir de la nouvelle province. Tenant l'armée de Haftar pour le danger prioritaire, les combattants d'Al Qaida et ceux de l'État islamique ont un temps fait cause commune contre l'homme fort de Tobrouk lors de ses offensives en direction de Derna.

Mais l'E.I. n'a pas tardé à manifester sa domination et à démontrer aux yeux du monde sa présence sur le terrain en tournant sur une plage de la région l'épouvantable enregistrement vidéo de la décapitation de 21 otages coptes égyptiens, mis en ligne le 15 février. Massacre auquel l'aviation égyptienne avait répliqué, dès lendemain en frappant des positions de l'E.I. à Derna. Aujourd'hui, les disciples de Baghdadi semblent donner la priorité à leur expansion vers l'ouest, en direction de Syrte, où des groupes jihadistes sont actifs depuis longtemps.

Il y a quelques semaines, les forces de l'E.I. dans cette ville étaient évaluées à près de 300 hommes et une centaine de véhicules. Dans l'ensemble du pays elles compteraient désormais, selon le gouvernement de Tobrouk près de 5000 combattants. Inquiet de cette menace potentielle sur la zone qu'il entend contrôler et du renforcement récent des rangs jihadistes, le gouvernement de Tripoli, régulièrement accusé par Khalifa Haftar de complicité avec les jihadistes, a réagi il y a une semaine en envoyant un avion de combat bombarder des positions de l'E.I. autour de Syrte tandis que de violents affrontements à l'arme lourde opposaient, en ville, le bataillon 166 d'Aube de la Libye aux combattants de l'E.I.

Prochaine bataille : Misrata.

Pour l'instant les jihadistes de l'E.I. ne contrôlent qu'une partie de Derna et une partie de Syrte. Leurs opérations militaires, ces derniers mois, visaient surtout des sites pétroliers. Ils ne cherchaient pas, comme en Irak et en Syrie, à s'emparer de la production pour la vendre à leur profit, car les installations sont à l'arrêt. Et les terminaux d'exportation, qui fonctionnent au ralenti lorsqu'ils ne sont pas fermés sont sous le contrôle du gouvernement de Tobrouk. Il s'agissait plutôt, semble-t-il, de manifester de manière spectaculaire leur présence en tuant les agents de sécurité, enlevant les employés étrangers et dynamitant ou incendiant les installations.

C'est au même impératif de propagande par la terreur qu'obéissaient les autres attaques de l'E.I. contre l'hôtel Corinthia, à Tripoli fréquenté par les étrangers, l'ambassade d'Iran, et trois cibles de la ville de Qubbah, près de Derna. Plusieurs observateurs, diplomates ou chercheurs, estiment que le prochain objectif est Misrata, entre Syrte et Tripoli. La ville est défendue par sa puissante milice, jusque-là alliée au pouvoir de Tripoli.

« Sacrifiez votre vie pour Dieu plutôt que pour la démocratie »

Mais dans une lettre ouverte aux « jeunes de Misrata », l'un des responsables de l'E.I. en Libye, leur a demandé de « sacrifier leur vie pour Dieu plutôt que pour la démocratie » et leur a conseillé de « se repentir et de rejoindre l'Etat islamique ». La question est maintenant de savoir si la milice de Misrata est en mesure de se battre simultanément contre l'armée de Haftar et les combattants de l'E.I. ou si elle ne sera pas tentée de poursuivre la négociation déjà amorcée avec les jihadistes par le biais des notables de la ville et des chefs religieux. Le débat, parmi les responsables de la milice est d'autant plus vif qu'elle doit se battre sur deux fronts.

Car Aube de la Libye est loin de contrôler tout l'ouest du pays. Hier alliée de celle de Misrata pour abattre la dictature, la milice de Zinten, géographiquement voisine de Tripoli, mais alliée au pouvoir de Tobrouk, à l'autre bout du pays, reste un adversaire coriace, qui dispose de nombreux alliés sur le terrain. Sur ce front, Aube de la Libye, a reçu l'appui des combattants berbères descendus de la montagne voisine ou venus de la ville côtière de Zouara. Loin de partager l'engagement islamiste de l'alliance de Tripoli, les berbères sont surtout attachés à la défense de leur culture et de leur langue, méprisées par la dictature. Et c'est surtout contre le recyclage des kadhafistes par le pouvoir de Tobrouk qu'ils se battent.

La raison géopolitique, en réalité, offre une aide modeste, voire trompeuse pour décrypter l'apparent chaos libyen. A l'est comme à l'ouest, la gloire de Dieu ou le sort de l'islamisme sont, souvent, moins pertinents pour expliquer les affrontements entre milices, groupes armés ou coalitions de combattants que la volonté de contrôler tel site

d extraction, terminal pétrolier, arsenal militaire, aéroport ou itinéraire de contrebande.

"Un chaos qui n'en est pas un".

Quand il ne s agit pas, plus simplement encore, de vider d anciennes querelles tribales ou villageoises. « Ce qu on décrit de loin comme un chaos, n en est pas un, proteste Patrick Haimzadeh, ancien diplomate à Tripoli devenu chercheur. Lorsqu on prend le soin de regarder de près, on s aperçoit que chaque conflit ou affrontement a sa logique et répond à la défense d intérêts précis. Ne pas mesurer cela est ne rien comprendre à la Libye, donc se priver des bons outils pour aide se pays à s en sortir ».

Soumise pendant plus de quarante ans à une dictature rentière fondée sur des marchandages tribaux, la Libye est un pays d allégeances changeantes, d intérêts mouvants et de coalitions à géométrie variable. Quatre ans de guerre civile n y ont rien changé. Mais ils ont fait de cet ancien pays de destination des migrants africains, où en 2010, deux millions de travailleurs étrangers, légaux ou non, se partageaient les miettes de la rente pétrolière et gazière, une terre sans loi et une plaque tournante du trafic de clandestins vers l Europe.

Cela au moment où la guerre, la terreur, la faim, de la Syrie à l Erythrée, en passant par La Somalie et le Mali, poussait des milliers de désespérés à l exil. Comment mettre un terme à une guerre civile attisée par la convoitise de la manne pétrolière et entretenue par des intrusions étrangères multiples, dont les retombées tragiques interrogent désormais directement l Europe ?

Personne n a de solution crédible.

Ni la France qui a pris, en mars 2011, soutenue par le Royaume Uni, les Etats-Unis et l Italie, l initiative de renverser la dictature libyenne sans analyser le rapport des forces sur le terrain, mesurer le poids des islamistes et prévoir les conséquences possibles de son intervention. Ni l OTAN, qui a assumé la relève de la coalition internationale, ni les pays arabes qui se sont associés à l opération.

Ni le Conseil de sécurité des Nations Unies qui a autorisé par la résolution 1973 l opération aéronavale occidentale. Le chef de la Mission d appui des Nations Unies en Libye Bernardino León qui s efforce, depuis février d organiser un dialogue entre les représentants des deux Parlements, attend dans les jours qui viennent les réactions des principaux acteurs de la crise au projet d accord qui leur a été soumis. « Il est difficile d être optimiste, admet-il. Il y a dans les deux camps des gens qui essaient de saper le dialogue politique. Mais il n y a pas de solution militaire à ce conflit ».

Sarkozy et de B.H.L : responsables mais silencieux.

A un régime tyrannique, extravagant, inquiétant ont succédé, sous nos yeux, de multiples despotes locaux, émirs fanatiques, notables tribaux, trafiquants, contrebandiers et chefs de bandes. Sans ordre ni loi. Ni la démocratie, ni la liberté, ni les droits de l homme, ni la prospérité du pays, riche d énormes gisements de pétrole et de gaz, n ont trouvé leur compte dans ce sanglant désastre dont Nicolas Sarkozy, son gourou-stratège de l époque, Bernard-Henri Lévy et ceux qui les ont suivis portent une large part de responsabilité. Responsabilité qui rend leur silence actuel sur le sujet incompréhensible.

[ALLER SUR LE SITE DE MEDIAPART](#)